

Arrêté N° 2019_00959_VDM

**ARRÊTÉ PORTANT RESTRICTION D'USAGE DES EAUX SOUTERRAINES DANS LE
SECTEUR DE L'USINE PROTECT MÉTAUX D'ARENC (PMA) EXPLOITANT UNE
INSTALLATION DE TRAITEMENT DE SURFACE SISE 540 CHEMIN DE LA
MADRAGUE-VILLE 13015 MARSEILLE (1 KM AUTOUR DU SITE)**

Nous, Maire de Marseille,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2212-2,
Vu le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L.1311-2 et R.1321-1 à R.1321-61,
Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.110-1, L.211-1 à L.211-2, L.214-1 à L.214-4,
Vu le Code Pénal et notamment son article R.610-5,
Vu l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et aux références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine,
Vu l'autorisation préfectorale en date du 4 mars 1992, concernant l'exploitation du site PMA,
Vu l'arrêté préfectoral de mesures d'urgences du 23 septembre 2013,
Vu l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 5 novembre 2013,
Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 octobre 2016 imposant des mesures de gestion de la pollution,
Vu le rapport de l'inspection des Installations Classées en date du 02 février 2018 pour présentation au comité départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques, et concernant les servitudes à mettre en place,
Vu le rapport du Bureau de recherche géologique et minières référencé BRGM/RP-65709-FR de mars 2016,
Vu le rapport PMA du 2 mai 2017 de synthèse des mesures de gestion de la pollution présente dans les eaux souterraines référencé 2017-023,

Considérant la pollution résiduelle au chrome VI subsistant dans les eaux souterraines malgré les travaux de traitement de dépollution (suppression de cuves fuyardes) engagés sur le site de la société PMA,

Considérant que les résultats des campagnes d'analyses des eaux souterraines réalisées dans le cadre des rapports susvisés, montrent une contamination au Chrome au-delà des limites de qualité des eaux (0,1 mg/l),

Considérant que ces analyses ont démontré que les teneurs en Chrome dans les eaux souterraines sont susceptibles de générer des risques pour la santé publique et sont incompatibles avec des usages sanitaires, domestiques ou agricoles de l'eau dans les zones impactées,

Considérant qu'en conséquence, il convient de prendre des mesures visant à diminuer l'exposition des populations aux impacts de cette pollution sur une zone limitée,

ARRETONS

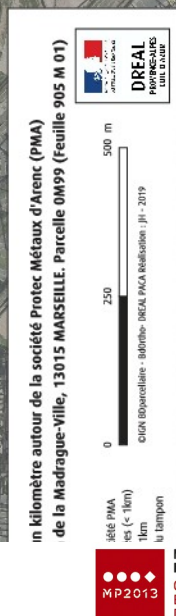
- Article 1** L'utilisation de l'eau pompée dans les puits privés situés dans la zone définie sur le plan figurant en annexe est interdite pour les usages suivants :
- consommation humaine et animale
 - arrosage des jardins et potagers d'alimentation
 - alimentation des piscines en eau
- Article 2** Le périmètre d'interdiction pourra être modifié en fonction de l'évolution des connaissances résultant des investigations complémentaires.
- Article 3** Les suspensions des usages de l'eau sont fixées jusqu'à la constatation que la qualité de l'eau sur le secteur soit de nouveau compatible avec les usages visés à l'article 1 du présent arrêté.
- Article 4** La population concernée est informée par tous les moyens adéquats sur ces restrictions des usages des eaux souterraines et le présent arrêté sera affiché en mairie.
- Article 5** Toute infraction au présent arrêté pourra faire l'objet de poursuite conformément à l'article R.610-5 du Code Pénal.
- Article 6** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, auprès du Tribunal Administratif de Marseille, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.
- Article 7** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Marseille, Monsieur le Préfet de Région, Monsieur Le Directeur de l'Agence Régionale de Santé, Monsieur le Directeur de la Direction Régionale de L'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique des Bouches-du-Rhône, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Jean-Claude GAUDIN

Maire de Marseille


Signé le : 19 mars 2019


in kilomètre autour de la société Protec Métaux d'Avenç (PMA)
de la Madrague-Ville, 13015 MARSEILLE. Parcelle 0M99 (feuille 905 M 01)

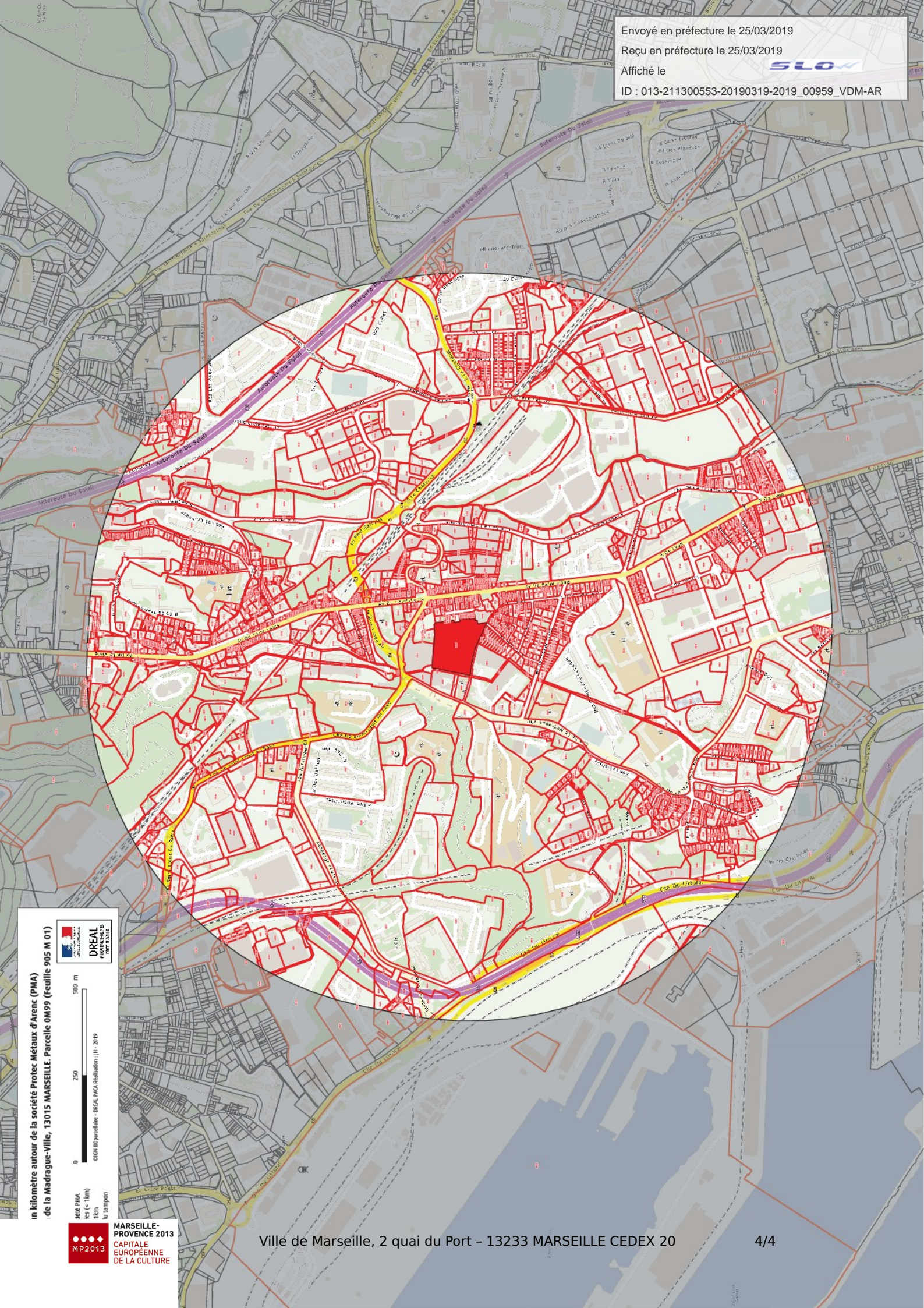


0 250 500 m
CNAI Départementale - Admimo - DREAL PMA Réalisation : jfr - 2019


Site PMA
es (- 1km)
1km
le lampoon


DREAL
Département de la Région
PMA 13015


MARSEILLE-PROVENCE 2013
CAPITALE EUROPÉENNE DE LA CULTURE




in kilomètre autour de la société Protec Métaux d'Avenç (PMA)
de la Madrague-Ville, 13015 MARSEILLE. Parcelle 0M99 (feuille 905 M 01)

 **DREAL**
 Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Climat
 Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

0 250 500 m
 CUN Biparcélitaire - DREAL PMA Réalisation : JH - 2019

Site PMA
 es (- 1km)
 1km
 le tampon

 **MARSEILLE-PROVENCE 2013**
 CAPITALE EUROPÉENNE DE LA CULTURE